

Table ronde 2: Mobilité humaine et Développement humain

Rapport du rapporteur général à la session plénière (M. Azzouz Samri, Morocco)

La table ronde 2 a abordé le thème de la Mobilité humaine et le Développement humain. Les discussions se concentraient premièrement sur la réduction des coûts de la migration et deuxièmement aux aspects du genre de migration et ses conséquences pour les familles - les deux s'appuyant sur les travaux antérieurs du FMMD et en présentant de nouvelles perspectives analytiques.

La table ronde a examiné les dimensions du développement humain de la migration à travers de deux perspectives importantes. Premièrement, comment réduire les couts de la migration ainsi que d'en maximiser les gains. Deuxièmement: que la migration a des implications pour le développement humain des familles et possède d'importantes dimensions de genre.

Session 2.1: Réduire les couts de migration et de maximiser le développement humain

Thèmes principaux

La table ronde 2.1 a abordé trois sujets clés :

- Réduire les coûts initiaux ainsi que d'autres frais, affectant les possibilités de migrer de façon « régulière » et sûre.
- Comment réguler de la meilleure façon les intermédiaires privés
- L'accès aux et la provision de services sociaux dans le pays d'accueil et d'assurer des services sociaux par les pays d'origine aux migrants à l'étranger

Questions clés

Réduire les coûts initiaux de migration

- Les couts initiaux élevés de la migration peuvent compromettre le cycle entier de la vie du migrant si ils ne sont pas abordés par les pays d'origine et d'accueil en coopération avec le secteur privé et d'autres parties prenantes. Réduire les coûts de migration constitue une responsabilité partagée des pays d'origine et d'accueil; les seuls efforts au niveau national sont rarement suffisants.
- Maintes bonnes pratiques pour réduire les coûts sont produites par les pays d'origine (comme les Philippines, Sri Lanka, Bangladesh, Indonésie). Quelques exemples: fournir de l'information aux migrants; de frais standards ou à bas prix; des fonds d'aide sociale; la couverture d'assurance santé ; des prêts subventionnées et l'établissement de guichets uniques où les migrants peuvent obtenir de l'information, d'orientation et de services:
 - La politique indonésienne de décentralisation afin de mettre ces services en proximité des communautés locales peut également réduire les coûts directs des migrants.
 - Récemment le Bangladesh a fondé une banque pour le bien être des expatriés (Expatriate Welfare Bank)

- Plusieurs pays d'ores et déjà offrent des prêts à prix-bas, mais ces efforts n'ont pas toujours été couronnés de succès. Une nouvelle approche pour les travailleurs contractuels est testée aux Émirats Arabes Unis dans le cadre du programme du Partenariat Abu Dhabi entre les ÉAU et plusieurs pays asiatiques d'origine. Le Royaume Uni a suggéré de faire le suivi et l'évaluation de ce programme dès son début.
- De politiques initiées par les pays d'accueil afin de réduire les coûts de migration comprennent la promotion de migration circulaire - par le biais des programmes bien gérés ainsi que par un cadre législatif les permettant une migration circulaire spontanée (p.ex. accordant une double citoyenneté et la possibilité de résider à l'étranger sans mettre en danger les permis de séjour de longue durée.

Réglementation d'intermédiaires

- La réglementation d'intermédiaires comme les agences de recrutement peut aboutir aux coûts plus bas ainsi qu'aux filières plus sûres pour les migrants
- Un registre national d'agences certifiées et licenciées
- Des contrôles gouvernementaux suffisamment équilibrés par des primes y compris de plafonner les frais. La dépendance excessive aux contrôles peut mener à la migration irrégulière et l'utilisation de filières non-réglées.
- Quelques programmes les plus prometteurs sont ceux de gouvernement-à-gouvernement ou de gouvernement-à-employeur. Le secteur privé peut être une partie prenante positive, aussi afin de vérifier la validité des contrats.

Assurer l'accès des migrants aux prestations sociales

- La raison la plus souvent citée d'exclure les migrants de l'accès aux systèmes de santé est son coût; mais les études sur l'utilisation des services de santé indiquent que les migrants utilisent moins souvent de tels services dans les pays où ils sont disponibles [comparé aux ressortissants].
- La régularisation a été suggérée comme une manière pour étendre l'assurance maladie aux migrants. Mais ailleurs, les pays d'origine ont pris leurs propres initiatives. Le Mexique et la Thaïlande par exemple fournissent des services de santé aux migrants à l'étranger.
- La collaboration et la reconnaissance mutuelle par des accords multilatéraux ou bilatéraux constituent une autre manière d'étendre les prestations sociales aux migrants - par exemple, l'accord Ibero-Américain de sécurité sociale, un arrangement multilatéral que mérite d'être suivi (et appris) par le FMMD
- L'OMS a recommandé une plus grande attention au sujet de fournir un soin préventif et non seulement d'urgence à tous les migrants, de mitiger les paiements en espèces, d'investir dans des services linguistiques sensibles et des défis de santé publique dans les pays d'origine.

Résultats de la session

- Les Émirats Arabes Unis organisent un atelier pour examiner les problèmes autour du recrutement et pour engager des agences de recrutement afin de mieux préparer et protéger les travailleurs contractuels à l'étranger.
- Développer, ou mettre en œuvre des codes de conduite existants et des bureaux d'enregistrement pour des agences de recrutement.
- Explorer et évaluer des approches innovatrices pour fournir de prêts peu coûteux aux migrants
- Favoriser les mécanismes de coopération entre les pays d'origine et les pays d'accueil pour un meilleur appariement des emplois et la reconnaissance des compétences.
- Promouvoir la portabilité des pensions et d'autres droits sociaux; explorer les arrangements de paiement de sécurité sociale et de fin-de-contrat pour les travailleurs migrants temporaires (par

exemple basé sur l'étude commandée par le groupe de travail pour la protection et l'habilitation des migrants pour le développement de cette question).

- Favoriser « de guichets uniques » dans des pays d'origine et d'accueil pour de l'information sur la migration et le retour (aussi migration circulaire), pour réduire au minimum « l'asymétrie de l'information » pour les migrants
- Évaluer les modèles rentables de soins de santé pour différents scénarios de migration
- Analyser et réduire au minimum les coûts liés aux formes gérés et spontanés de migration circulaire.

Table ronde 2.2 Migration, genre et famille

Les discussions sur la migration se sont traditionnellement concentrés sur l'individu, mais la migration a de larges conséquences pour les familles - et en particulier les femmes et les enfants. La session s'est concentrée sur une paire spéciale de défis.

- *D'abord*, comment empêcher la désintégration de la famille et de les habiliter dans tout le cycle de la migration.
- *En second lieu*, comment intégrer une perspective de genre aux politiques de migration et de développement afin d'adresser les vulnérabilités spécifiques des femmes et des enfants migrants.

Thèmes principaux

- L'unité de la famille - indépendamment d'où elle se trouve - est le résultat idéal pour des familles séparés par migration
- Dans les cas où le regroupement familial n'est pas encore possible, les politiques complémentaires et les programmes transnationaux peuvent soulager les tensions de la séparation, qui peuvent sérieusement compromettre les avantages de développement potentiels de la migration.

o Par exemple, les Philippines et le Sri Lanka ont établi un partenariat avec Microsoft pour former les travailleurs migrants et leurs familles comment utiliser la technologie des communications pour maintenir le contact les uns avec les autres à travers des frontières.

o Israël a un programme à travailler avec les travailleurs sociaux philippins pour renforcer leurs liens avec les familles restées chez eux y inclus la formation pour des organismes philippins de diaspora.

o De programmes transnationaux où les pays travaillent ensemble afin de faire face aux défis-clé de service social (par exemple, Italie-Moldova).

- Les femmes et les enfants migrants devraient pouvoir accéder aux prestations sociales de base - comprenant la santé et l'éducation - sur la même base que les ressortissants dans les pays destinataires. L'accès à ces prestations est un droit inscrit dans les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et dans les politiques d'un certain nombre de pays.
- Cependant, les femmes et les enfants migrants peuvent également avoir besoin de protection spéciale, notamment quand ils sont en danger de devenir les victimes des réseaux criminels et du trafic. Les ouvriers domestiques et les ouvriers aux contrats temporaires ont besoin également des protections spéciales.
- Le Mexique a offert un bon modèle pour des pays d'origine avec son approche intégrée à protéger, à soutenir et à réintégrer les mineurs non accompagnés à leur retour. Cet effort est possible par un effort interinstitutionnel soutenu par un engagement politique à niveau élevé (y inclus la première dame du Mexique). Les partenariats les acteurs publics internationaux,

privés et d'autres acteurs de la société civile ont renforcé l'efficacité du programme. Le pays explore maintenant de systèmes de données intégrés pour améliorer le programme.

Questions clés

- Les données actuelles de migration rarement prennent en considération les ménages transnationaux, et la famille et les enfants laissés dans le pays d'origine.
- Trop souvent, les programmes transnationaux dépendent du financement limité d'un projet fini. Pourtant, afin d'avoir l'impact durable, il y a un besoin de stabilité financière.
- Dans beaucoup de cas, les pays ont de bons lois mais la mise en œuvre et l'exécution restent inachevées en raison d'un manque de politiques et d'institutions appropriés. De même, quoique le cadre légal international existe, il doit encore trop souvent être traduit en lois nationales, politiques et actions.
- De nombreuses agences intergouvernementales ont identifié de bonnes pratiques pour relever ces défis, qui peuvent offrir des leçons pour d'autres pays. Non tous les pays ou régions ont de structures institutionnelles pour effectuer ces programmes et politiques et peuvent bénéficier du renforcement de capacité.

Résultats de la session *

- Même dans les sociétés où la migration n'est pas encore un phénomène répandu, le mouvement des personnes change les structures de famille. Le FMMD peut aider en rendant disponible sur son site w les meilleures pratiques identifiées lors de ses réunions, de sorte que les pays puissent apprendre entre eux, et informer des réponses politiques aux nouveaux défis.
- Les États membres devraient ratifier toutes les conventions de l'ONU qui se rapportent aux droits des enfants, et ensuite encourager la mise en œuvre nationale.

Et enfin,

- Les femmes migrantes devraient être incorporées comme sujet de l'ordre du jour de la décennie des femmes africaines, qui a été lancée le 24 octobre 2010.

* **ADDENDUM:** Le maître des cérémonies a annoncé les recommandations additionnelles suivantes émises des sessions de la table ronde 2.2 [à la demande du coordinateur de la table ronde]

- De considérer la formation d'un groupe de travail ad hoc sur le genre au sein du FMMD.
- Développer quelques directives [politiques /programmatiques] sensibles au genre avec les indicateurs appropriés.

11 Novembre 2010